



République française
 Commune de Saint-Cergues – Haute-Savoie

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 juillet 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-trois juillet à dix-huit heure trente, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Cergues, régulièrement convoqué le seize juillet de la même année, s'est réuni en salle du conseil à la mairie sous la présidence de Jean COMBETTE, Maire

Présent.e.s : Mesdames, Messieurs, Jean COMBETTE, Danielle COTTET, Gabriel LYONNET, Pascale BURNIER, Catherine MOUCHET, David BOZON, Séverine BALSAT, Marie-Christine BELLUZZO, Natasha LAVY, Bénédicte JABOULET, Jérôme LAYAT, Yannick CHARVET, Aurélie MARCHAND, Élodie DUVERNAY, Jérémy GISPERT, Bastien DENTAND, Lionel ATHOMAS, Pascal BESSON, David PERPINA.

Absent.e.s excus.é.es et représent.é.es : Mesdames, Messieurs, Jean-Michel RAVEL à Pascale BURNIER, Christelle COSTE à Danielle COTTET, Lucile COTTY à Jean COMBETTE, Stéphanie BONTEMPS à Lionel ATHOMAS ? Nigèle OLEMBE à David PERPINA

Absent.e.s excus.é.es: Mesdames, Messieurs Jean-Marc PEUTET, Tydgi BAJOLAZ, Thomas PACO

Convocation : 16/07/2026	Conseillers en exercice : 27	Présents et représentés : 24
Secrétaire de séance : Danielle COTTET	Quorum : 14	Lieu de séance : Salle du conseil municipal

4. FONCTION PUBLIQUE 4.1 PERSONNELS TITULAIRES ET STAGIAIRES DE LA FPT

Délibération n°2026-10-01 Modification du tableau des effectifs.

Vu le code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Considérant ce qui suit :

Les emplois de chaque collectivité sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Également, il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

**LE CONSEIL MUNICIPAL
ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE
APRES AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE**

- DECIDE de la modification d'un poste de catégorie B, grade de Rédacteur Principal de 1^{ère} classe, temps complet 39h00 hebdomadaires, en un poste de catégorie A, grade d'Attaché Territorial temps complet 39h00 hebdomadaires, à compter du 1^{er} août 2026.

- DECIDE de la création du poste suivant, suite au dernier recrutement d'ATSEM en cours :

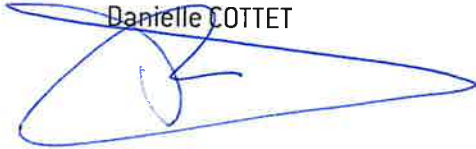
- ✓ 1 poste de catégorie C, grade d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles, temps complet 35h00 hebdomadaires annualisées, à compter du 26 août 2026.

AINSI FAIT ET DELIBERE

Pour extrait certifié conforme,

VOTANTS	24	PRESENTS	19	REPRESENTES	5
POUR	24	CONTRE	0	ABSTENTION	0

La Secrétaire de séance,
Danielle COTTET



Le Maire,
Jean COMBETTE



La présente délibération peut être contestée :

- Soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

- Soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.



Convention de regroupement pour la gestion et la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie

Entre

Le Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie (Syane)
Ayant son siège social : 2107 route d'Annecy - 74330 POISY

Représenté par Monsieur Joël BAUD-GRASSET, agissant en qualité de Président,
dûment habilité par délibération du bureau n°2024-157 en date du 20 juin 2024

Ci-après dénommé « **le Syane** »

Et

La commune de Saint-Cergues

Représentée par Monsieur Jean COMBETTE, agissant en qualité de Maire,
dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du **23 juillet 2026**....

Ci-après dénommée « **le bénéficiaire** »,

Ci-après dénommées collectivement « les Parties »

Préambule

Le Syndicat des Énergies et de l'Aménagement Numérique est un acteur opérationnel des énergies en Haute-Savoie, au service de la transition énergétique et écologique du territoire.

Le Syndicat exerce, en lieu et place des membres qui en font la demande, une ou plusieurs des compétences suivantes, dans les conditions définies par ses statuts :

- 1 - Electricité,
- 2 - Gaz,
- 3 - Réseaux publics de chaleur ou de froid,
- 4 - Eclairage public,
- 5 - IRVE / GNV / H2,
- 6 - Aménagement numérique - Réseaux de communications électroniques,
- 7 - Contribution à la transition énergétique et numérique.

Dans le cadre de sa compétence « Contribution à la transition énergétique et numérique », le Syane propose des services, actions et outils mutualisés en faveur de la transition énergétique, tel qu'un service de gestion mutualisé des certificats d'économies d'énergies (CEE).

La loi d'orientation énergétique du 13 juillet 2005 a mis en place le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE). Son objectif principal est de promouvoir la maîtrise de la demande énergétique, notamment à travers les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE). Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) constitue l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique. Les collectivités locales et EPCI sont des acteurs éligibles à ce dispositif et peuvent valoriser les économies d'énergie qu'ils ont réalisées par l'obtention de certificats.

Le Syndicat des Énergies et de l'Aménagement Numérique est adhérent depuis le 15 mars 2021 (mise à jour le 20/01/2026) de la Charte « coup de pouce chauffage des bâtiments tertiaires » qui permet à ce titre :

- De bénéficier de la bonification prévue par l'article 3-4 de l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économie d'énergie,
- D'utiliser la dénomination « coup de pouce chauffage des bâtiments tertiaires »

Ceci exposé,





il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de l'accord de regroupement

Certaines opérations d'économie d'énergie constituent des opérations standardisées éligibles au dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE).

Compte tenu de la complexité technique et administrative du montage des dossiers de CEE et de l'importance des seuils (en kWh_{CUMAC}) à atteindre pour un dépôt hors dérogation auprès du Pôle National des Certificats d'Economie d'Energie (PNCEE), le Syane propose de gérer et valoriser pour le compte des collectivités et EPCI leurs CEE.

Le Syane se réserve le droit d'accepter de valoriser les CEE sur les fiches dont il a la connaissance suffisante dans son champ d'expertise et de refuser la valorisation pour des opérations en dehors de ses domaines de compétence.

Cet accord s'inscrit dans le cadre d'opérations standardisées d'économies d'énergies de la commune de Saint-Cergues. Le Bénéficiaire conserve l'état de demandeur et se constitue membre du regroupement.

Les parties conviennent expressément que le bénéficiaire confie au Syane la charge de :

- Monter administrativement et techniquement les dossiers de demandes,
- Faire réaliser des opérations d'inspections, si nécessaire,
- Déposer auprès du PNCEE ces dossiers,
- Valoriser financièrement les CEE en les vendant sur le marché dédié,
- Transférer la valeur des CEE vendus au profit du bénéficiaire,

Selon les modalités définies ci-dessous.

A ce titre :

- Le Bénéficiaire transfère au Syane la gestion des CEE générés par les opérations standardisées d'économies d'énergies, répondant aux conditions énoncées dans les fiches d'opérations standardisées applicables et définies par arrêté du 22 décembre 2014 et publié au Journal Officiel le 24 décembre 2014 (voir articles 2.2 et 2.3).
- Le Bénéficiaire transfère intégralement et exclusivement au Syane la valorisation financière des CEE correspondants l'article L.221-7 du code de l'énergie qui stipule que les personnes mentionnées aux « 1° à 6° du présent article peuvent atteindre le seuil mentionné au premier alinéa en se regroupant et désignant l'un d'entre eux qui obtient, pour son compte, les certificats d'économies d'énergie correspondants. »

Face aux défis énergétiques et climatiques, le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) s'adapte et évolue en intégrant régulièrement de nouvelles fiches d'opérations standardisées, et en adaptant les anciennes. La présente convention considère ainsi les évolutions passées et à venir de l'arrêté du 22 décembre 2014.

Article 2. Gestion des Certificats d'Économies d'Énergie

2.1 Montage du dossier

Le Bénéficiaire charge le Syane de l'ensemble des opérations administratives de montage du dossier.

Afin de permettre ces opérations de montage, le Bénéficiaire s'engage à transmettre au Syane l'ensemble des documents nécessaires à l'instruction et à la constitution du dossier.





Les pièces justificatives de ces opérations devront être fournies au plus tard au Syane **4 mois après l'achèvement de l'opération éligible**. Le non-respect de ce délai pourra menacer la validité du dépôt jusqu'à entraîner la perte de l'ensemble des CEE par prescription du délai imposé par le PNCEE.

Dans le cadre de sa mission, le Syane mutualise le montage des dossiers mais il ne sera pas tenu pour responsable des dossiers qui n'auront pas pu être transmis au PNCEE (cas d'incomplétude ou de non-respect des conditions et caractéristiques techniques à respecter).

Ces documents pouvant donner lieu à vérification par le PNCEE, le Syane se chargera de l'archivage de ces pièces justificatives durant une période maximale de 6 ans.

2.2 Réalisation des opérations de contrôle

Selon les opérations effectuées, après réalisation de celles-ci, des contrôles par un organisme accrédité peuvent être nécessaires (en référence à l'arrêté du 28 septembre 2021 et des arrêtés le modifiant). Par cette convention, la collectivité donne mandat au Syane pour réaliser le pilotage et le financement de ces inspections.

Le bénéficiaire est tenu de permettre la bonne tenue des contrôles et notamment en donnant les accès à l'inspecteur missionné par le Syane.

2.3 Dépôt au PNCEE

Le Bénéficiaire charge le Syane de déposer auprès du PNCEE les dossiers qu'il aura constitués.

Afin d'atteindre le seuil minimal de dépôt prévu par l'arrêté du 29 décembre 2014 précité, les demandeurs ont la possibilité de se regrouper en désignant une personne morale en tant que regroupeur. A noter, un dossier en regroupement ne peut regrouper que des personnes éligibles au dispositif des CEE désignés par l'article L.221 -7 du code de l'énergie, tant pour ses membres que pour le regroupeur. Le dispositif actuel des CEE n'autorise qu'un seul dépôt inférieur au volume minimal fixé par année civile. Par conséquent, les Syndicats d'énergie d'Auvergne-Rhône-Alpes, dans le cadre de leur Association Régionale (TEARA), ont créé un groupement afin de valoriser ensemble leurs opérations d'économies d'énergie en portant à tour de rôle le dépôt de CEE.

Le regroupeur peut donc être le Syane ou un autre Syndicat d'énergie de la région Auvergne-Rhône-Alpes membre de l'association régionale TEARA, principe que le Bénéficiaire accepte dans le cadre de la présente convention.

Par conséquent, dans le cas où le Syane n'opère pas en propre le regroupement pour l'instruction du/des dossier(s) présenté(s) par le Bénéficiaire, le Syndicat indiquera au Bénéficiaire l'identité d'un autre membre de TEARA susceptible de se constituer regroupeur. Le Syane s'engage alors à transmettre le(s) dossier(s) du Bénéficiaire au Syndicat regroupeur.

Il appartiendra alors au Bénéficiaire de solliciter explicitement, par courrier, le syndicat regroupeur qui fera le dépôt au PNCEE (le Syane ou un autre syndicat membre de TEARA).

Que le regroupeur soit le Syane ou un autre Syndicat d'énergie d'Auvergne-Rhône-Alpes, après instruction par le PNCEE, le Syane recevra l'ensemble des CEE sur son compte EMMY qui est le registre électronique national créé pour comptabiliser les certificats d'économies d'énergie, principe que le Bénéficiaire accepte dans le cadre de la présente convention.

2.4 Vente des CEE

Le Bénéficiaire charge le Syane de valoriser financièrement les CEE générés par les dossiers déposés dès lors qu'ils ont été crédités sur son compte EMMY.

La valeur des CEE étant soumise à un marché de cotation soumis à fluctuation à la hausse comme à la baisse, le Syane – ou un des syndicats de groupement TEARA défini à l'article 2.3 - négociera la revente des CEE au moment jugé le plus opportun selon l'évolution du cours et les propositions financières qui pourront lui être faites après lancement d'une consultation.



2.5 Transfert du montant de la vente des CEE au bénéficiaire

Les ressources financières reçues par le Syane grâce à la valorisation des CEE, seront reversées au Bénéficiaire à l'origine des actions après retenue par le Syane d'une contribution à la gestion mutualisée du dépôt et de la valorisation des CEE. Cette contribution est retenue par le Syane sur le produit de la vente avant le reversement du solde au Bénéficiaire.

Le montant de cette contribution et les conditions de retenue sont fixés par le Comité syndical du Syane annuellement. La date faisant foi pour calculer le montant de la contribution retenue est la date de sollicitation de la collectivité.

Article 3. Sollicitation

Afin de matérialiser et formaliser la demande de valorisation des CEE par le bénéficiaire, un courrier ou un mail de sollicitation sera envoyé au Syane pour chaque nouvelle opération à partir de la validation de la présente convention. Le bénéficiaire désignera un référent qui sera en charge des relations pour chaque opération.

Les sollicitations seront envoyées à l'adresse générique : cee@syane.fr

En réponse, le Syane précisera pour chaque nouvelle sollicitation,

- La validité de la demande ou non
- La désignation du référent Syane qui sera chargé du suivi de l'opération
- La procédure détaillée contenant les documents nécessaires à la constitution du dossier, les délais de collecte et une estimation du montant valorisable (selon hypothèse du cours des CEE) et des frais de gestion applicables.

Article 4. Suivi de la convention

La collectivité et le Syane désignent chacun un référent pour suivre le bon fonctionnement de la convention, coordonner les différents interlocuteurs (le cas échéant), régler les problématiques potentielles...

Référent	Prénom Nom – Poste	Adresse mail
Collectivité		
Syane	Camille HULIN – Cheffe de service Rénovation énergétique	c.hulin@syane.fr

Article 5. Date de prise d'effet et durée de l'accord

Le présent accord prend effet à la date de sa signature par les deux parties.

Il s'achèvera au bout d'une période de 4 ans, avec possibilité de renouvellement.

Article 6. Différends

Tout différend dans l'exécution de la présente Convention par les Parties devra être réglé prioritairement de manière amiable. A défaut, la juridiction compétente pour juger de tout différend sera le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Saint-Cergues, en deux exemplaires originaux,

Le 23 juillet 2026

Pour le Syane

Pour la collectivité

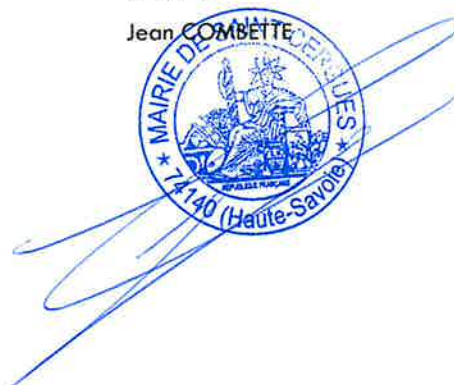


Le Président

Joël BAUD-GRASSET

Le Maire

Jean COMBETTE





République française
Commune de Saint-Cergues – Haute-Savoie

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 23 juillet 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-trois juillet à dix-neuf heure trente, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Cergues, régulièrement convoqué le seize juillet de la même année, s'est réuni en salle du conseil à la mairie sous la présidence de Jean COMBETTE, Maire

Présent.e.s : Mesdames, Messieurs, Jean COMBETTE, Danielle COTTET, Gabriel LYONNET, Pascale BURNIER, Catherine MOUCHET, David BOZON, Séverine BALSAT, Marie-Christine BELLUZZO, Natasha LAVY, Bénédicte JABOULET, Jérôme LAYAT, Yannick CHARVET, Aurélie MARCHAND, Élodie DUVERNAY, Jérémy GISPERT, Bastien DENTAND, Lionel ATHOMAS, Pascal BESSON, David PERPINA,.

Absent.e.s excus.é.es et représent.é.es : Mesdames, Messieurs, Jean-Michel RAVEL à Pascale BURNIER, Christelle COSTE à Danielle COTTET, Lucile COTTY à Jean COMBETTE, Stéphanie BONTEMPS à Lionel ATHOMAS ? Nigèle OLEMBE à David PERPINA

Absent.e.s excus.é.es: Mesdames, Messieurs Jean-Marc PEUTET, Tydgi BAJOLAZ, Thomas PACO

Convocation : 16/07/2026	Conseillers en exercice :27	Présents et représentés :24
Secrétaire de séance : Danielle COTTET	Quorum : 14	Lieu de séance : Salle du conseil municipal

1. COMMANDE PUBLIQUE
1.7.4 autres

Délibération n°2026-10-02 : Dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) – Convention de regroupement avec le Syane pour la gestion et la valorisation des CEE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syane approuvés le 11 décembre 2025 ;
Considérant que les collectivités territoriales sont éligibles au dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie et peuvent valoriser les économies d'énergie générées par leurs opérations de rénovation énergétique ;
Considérant que le Syane accompagne les collectivités dans le montage des dossiers de demande de CEE, leur dépôt auprès du Pôle National des Certificats d'Économies d'Énergie (PNCEE) ainsi que leur valorisation financière (au moment le plus opportun) ;
Considérant la complexité administrative du dispositif des CEE et l'intérêt pour la commune de confier cette mission au Syane dans le cadre d'une démarche mutualisée ;
Considérant que le Syane, en lien avec les Syndicats d'énergie de la région Auvergne-Rhône-Alpes réunis au sein de TEARA, assure le regroupement des opérations afin de permettre leur valorisation dans les meilleures conditions ;

Considérant que le taux de reversement actuel, défini par le comité syndical du Syane du 29 juin 2026, s'établit selon le montant des CEE produits selon les modalités suivantes :

Modalités de reversement des montants de CEE valorisés		
Pour les projets de raccordements aux réseaux de chaleur (fiche BAT-TH-127)		98 %
Pour tous les autres projets	Jusqu'à 30.000 € de produit	85 %
	Pour la part de produit entre 30.000 € et 60.000 €	90 %
	Pour la part de produit au-delà de 60.000 €	95 %

Considérant que la commune souhaite confier au Syane la gestion et la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie générés par ses opérations de rénovation énergétique

**LE CONSEIL MUNICIPAL
ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE
APRES AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE**

APPROUVE la convention de regroupement avec le SYANE, ci-annexé, pour la gestion des Certificats d'Économies d'Énergie et l'accompagnement à la rénovation énergétique du patrimoine communal ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;

CHARGE l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
Pour extrait certifié conforme,

VOTANTS	24	PRESENTS	19	REPRESENTES	5
POUR	24	CONTRE	0	ABSTENTION	0

La Secrétaire de séance,
Danielle COTTET

Le Maire,
Jean COMBET



Le Maire certifie exécutoire du présent acte télétransmis en Sous-Préfecture de Saint-Julien en Genevois.

La présente délibération peut être contestée :

- Soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

- Soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.



République française
Commune de Saint-Cergues – Haute-Savoie

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 23 juillet 2026

L’an deux mille vingt-six, le vingt-trois juillet à dix-huit heure trente, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Cergues, régulièrement convoqué le seize juillet de la même année, s’est réuni en salle du conseil à la mairie sous la présidence du Maire, Monsieur Jean COMBETTE.

Présent.e.s : Mesdames, Messieurs, Jean COMBETTE, Danielle COTTET, Gabriel LYONNET, Pascale BURNIER, Catherine MOUCHET, David BOZON, Séverine BALSAT, Marie-Christine BELLUZZO, Natasha LAVY, Bénédicte JABOULET, Jérôme LAYAT, Yannick CHARVET, Aurélie MARCHAND, Élodie DUVERNAY, Jérémie GISPERT, Bastien DENTAND, Lionel ATHOMAS, Pascal BESSON, David PERPINA,.

Absent.e.s excus.é.es et représent.é.es : Mesdames, Messieurs, Jean-Michel RAVEL à Pascale BURNIER, Christelle COSTE à Danielle COTTET, Lucile COTTY à Jean COMBETTE, Stéphanie BONTEMPS à Lionel ATHOMAS ? Nigèle OLEMBE à David PERPINA

Absent.e.s excus.é.es: Mesdames, Messieurs Jean-Marc PEUTET, Tydgi BAJOLAZ, Thomas PACO

Convocation : 16/07/2026	Conseillers en exercice :27	Présents et représentés :24
Secrétaire de séance : Danielle COTTET	Quorum : 14	Lieu de séance : Salle du conseil municipal

9. AUTRES DOMAINES DE COMPÉTENCES
9.1 Autres domaines de compétences des communes et des EPCI

Délibération n° 2026-10-03 : Vente du tractopelle de la commune

Vu l’article L.2211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens qui ne font pas partie du domaine public font partie du domaine privé.

Ainsi, les biens mobiliers qui ne figurent pas sur la liste limitative fixée à l’article L.2112-1 du même code, qui énumère les biens relevant du domaine public, font partie du domaine privé. Il en va ainsi des véhicules de la commune, qui, selon l’article précité, ne présentent pas un intérêt public du point de vue de l’histoire, de l’art, de l’archéologie, de la science ou de la technique. La procédure de déclassement, liée à la domanialité publique, ne s’applique pas aux véhicules communaux.

Vu l’article L.2221-1 du même code, ces biens sont gérés selon les règles générales du Code civil et les règles particulières applicables aux personnes publiques qui en sont propriétaires.

Vu l’article L.2241-1 du CGCT, la vente de véhicules communaux dispose que le conseil municipal est compétent pour décider de l’opération qu’il autorise par délibération. Le maire est chargé d’exécuter cette opération au titre de l’article L.2122-21 du CGCT. La vente se déroule alors de la même manière qu’entre deux personnes privées.

Considérant que le tractopelle de marque CASE de la commune n'a plus d'utilité.

Monsieur le Maire propose donc de vendre le tractopelle pour la somme de dix mille euros (10 000 €).

**LE CONSEIL MUNICIPAL
ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE
APRES AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE,**

Autorise la vente du tractopelle de marque CASE au prix proposé de 10 000 € TTC.

Autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et de retirer le tractopelle de marque CASE de l'inventaire de la commune après sa vente ;

Charge l'autorité Territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
Pour extrait certifié conforme,

VOTANTS	24	PRESENTS	19	REPRESENTES	5
POUR	24	CONTRE	0	ABSTENTION	0

La Secrétaire de séance,
Danielle COTTET



Le Maire,
Jean COMBETTE



La présente délibération peut être contestée :

- Soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

- Soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Publié ou notifié le :





République française
Commune de Saint-Cergues – Haute-Savoie

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
 Séance du 23 juillet 2026

L'an deux mille vingt-six, le seize juillet à dix-huit heure trente, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Cergues, régulièrement convoqué le dix juillet de la même année, s'est réuni en salle du conseil à la mairie sous la présidence du Maire, Monsieur Jean COMBETTE.

Présent.e.s : Mesdames, Messieurs, Jean COMBETTE, Danielle COTTET, Gabriel LYONNET, Pascale BURNIER, Catherine MOUCHET, David BOZON, Séverine BALSAT, Marie-Christine BELLUZZO, Natasha LAVY, Bénédicte JABOULET, Jérôme LAYAT, Yannick CHARVET, Aurélie MARCHAND, Élodie DUVERNAY, Jérémy GISPERT, Bastien DENTAND, Lionel ATHOMAS, Pascal BESSON, David PERPINA,.

Absent.e.s excus.é.es et représent.é.es : Mesdames, Messieurs, Jean-Michel RAVEL à Pascale BURNIER, Christelle COSTE à Danielle COTTET, Lucile COTTY à Jean COMBETTE, Stéphanie BONTEMPS à Lionel ATHOMAS ? Nigèle OLEMBE à David PERPINA

Absent.e.s excus.é.es: Mesdames, Messieurs Jean-Marc PEUTET, Tydgi BAJOLAZ, Thomas PACO

Convocation : 16/07/2026	Conseillers en exercice :27	Présents et représentés :24
Secrétaire de séance : Danielle COTTET	Quorum : 14	Lieu de séance : Salle du conseil municipal

3.DOMAINE ET PATRIMOINE

3.1 Acquisitions

3.1.3 Acquisitions supérieures à 75 000 €

Délibération n° 2026-10-04 : Acquisition d'un local à usage professionnel pour la création d'une Maison de Santé avec la commune de Machilly SCCV MACHILLY QUARTIER GARE

Vu l'article L2241-1 du Code Général des collectivités territoriales qui précise que le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune ;

Vu l'article L1111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.1212-1, L.1211-1 ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 04 février 2025 ;

Considérant la délibération du conseil municipal de Saint-Cergues n°2025-10-09 en date du 30 octobre 2025 et la délibération du conseil municipal de Machilly n°2025_1104 en date du 03 novembre 2025 autorisant l'acquisition des locaux de la future maison de santé pluriprofessionnelle Machilly – Saint-Cergues ;

Considérant que la signature de la promesse de vente a lieu le 04 février 2026 mais que la réitération prévue le 04 mai n'a pu avoir lieu car la société SCCV MACHILLY QUARTIER DE LA GARE n'avait pas réalisé le sas d'entrée, condition suspensive à la réitération ;

Considérant qu'il convient de conclure une nouvelle promesse de vente afin de confirmer l'engagement des deux parties en vue de l'acquisition des locaux ;

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 30 octobre 2025 le conseil municipal a approuvé l'acquisition du futur local de la Maison de santé pluriprofessionnelle de Machilly – Saint-Cergues pour la somme de 407 866.67 € HT ainsi que des frais de notaire en sus. Le local est d'une superficie de 221.16 m² jouira de façon privative d'un sas en cours de construction par Ogic.

L'acquisition et les travaux d'aménagement seront payés par chacune des deux communes à hauteur de 50%.

Des subventions seront sollicitées auprès de la Région Auvergne Rhône-Alpes et du Département de la Haute-Savoie.

Il est également précisé que 5 places de stationnement sont attachées au local. Elles ont fait l'objet d'une dation par le promoteur au profit de la commune de Machilly selon une valorisation financière actée dans l'acte de vente du terrain au profit du promoteur.

Monsieur le Maire indique qu'une réunion a été organisée avec les communes, le cabinet en charge de la maîtrise d'œuvre et les représentants de la société OGIC afin de poser les problèmes techniques et juridiques encore en suspens, les résoudre pour pouvoir signer l'acte définitif de vente avant la fin du mois de juillet alors même que la promesse avait prévu une signature au 4 mai dernier.

Le constructeur porte la responsabilité du retard de ce dossier, a prévu un sas non aménagé, une diminution du prix a donc été demandée.

La direction de l'entreprise a donné son accord afin de ramener le prix d'achat de 407 886.67 € HT à 400 000.00 € HT soit 480 000 € TTC.

À la suite de cette réunion les travaux de création du sas sont en cours ainsi que la reprise des défauts à l'intérieur du local. Afin de sécuriser les communes, il convient de conclure un nouveau compromis de vente prévoyant une nouvelle date de réitération à l'issue des travaux.

Monsieur le Maire précise que, à la suite du recrutement du cabinet AXON'IMM pour assurer la maîtrise d'œuvre et l'assistance à maîtrise d'ouvrage, un premier travail de chiffrage du coût de l'aménagement du local a été réalisé au montant de 312 000 € TTC mais qui ne comprend pas le système de chauffage ni la fourniture et la pose du mobilier ainsi que les lavabos et le sas-.

Un nouveau chiffrage estimatif complet au stade de l'AVP, a été transmis par notre AMO société AXON'IMM et le bureau d'études pour un montant de 331 607,83 € HT soit 397 929,40 € TTC.

**LE CONSEIL MUNICIPAL
ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE
APRES AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE,**



Approuve l'acquisition par les communes de Machilly et Saint-Cergues du bien immobilier situé dans l'ensemble immobilier Vella Nova, bâtiment C, correspondant aux lots n° 301, 445, 446, 447, 448 et 449 au prix de 480 000.00 € TTC, montant maximum, dont la moitié à la charge de la commune de Saint-Cergues ;

Approuve le paiement pour moitié par chacune des communes du prix des frais d'acte notarié et de la modification du règlement de copropriété ;

Autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Valide le budget lié à l'aménagement du bien immobilier dont la moitié sera à la charge de la commune de Saint-Cergues.

Charge l'autorité Territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération,

AINSI FAIT ET DELIBERE

Pour extrait certifié conforme,

VOTANTS	24	PRESENTS	19	REPRESENTES	5
POUR	24	CONTRE	0	ABSTENTION	0

La Secrétaire de séance,
Danielle COTTET



Le Maire,
Jean COMBETTE



La présente délibération peut être contestée :

- Soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

- Soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Publié ou notifié le :

